

Solidarité Irak

www.solidarite-irak.fr.fm/

0,50 €

Kobra Rahmanpour condamnée à mort en Iran

Agée de 22 ans, cette jeune femme est actuellement menacée par la République islamique iranienne d'être pendue. Elle a déjà passé trois ans en prison pour l'accusation d'avoir assassiné sa belle-mère à l'aide d'un couteau de cuisine. Le premier janvier dernier, on l'a réveillée très tôt le matin pour lui annoncer qu'elle allait être pendue le jour même. Mais l'exécution a été repoussée deux mois plus tard. Nous avons donc moins de deux mois pour la sauver.

Kobra est elle-même une victime de la pauvreté et de l'injustice. Elle est née et a grandi dans une famille qui ne pouvait pas assurer le strict minimum vital pour tous ses membres. Son père est âgé et l'un de ses frères est handicapé et il n'y a pas de système d'aide sociale pour ceux qui sont dans le besoin. Kobra a dû renoncer à son projet d'aller à l'université, et pour permettre d'aider sa famille à survivre, elle a épousé un homme de quarante ans son aîné. Mais sa vie ne s'est pas améliorée ; en effet, elle était sans arrêt insultée et maltraitée par son mari et sa belle-famille.

Il a été arrêté et emprisonné une fois pour maltraitance physique et sexuelle envers sa femme. D'après le témoignage de Kobra, lors du dernier incident, sa belle-mère l'aurait attaquée alors qu'elle tenait un couteau de cuisine. Kobra affirme qu'elle a tué sa belle-mère par autodéfense.

La misère et la vie de Kobra Rahmanpour n'est pas unique. Elle fait partie de ces centaines voire ces millions de jeunes, en particulier les femmes, dont les vies, la jeunesse et les projets sont ruinés par le régime islamique. Les autorités iraniennes ne sont pas aptes à juger quelqu'un comme Kobra. Ils sont eux-mêmes les plus déplorables criminels du monde. Ils pourraient être jugés pour le terrible enfer qu'ils ont créé pour ceux qui vivent en Iran.

De plus, la condamnation à mort, quel qu'en soient les raisons, est un acte inhumain et le gouvernement iranien détient le record dans ce domaine. Pour sauver la justice, nous devons sauver Kobra Rahmanpour.

Campagne internationale de défense des droits des femmes en Iran, 5 janvier 2004

Aidez-nous dans notre campagne pour que les autorités iraniennes ne condamnent pas Kobra à la pendaison !

Ecrivez des lettres de protestations aux autorités iraniennes et envoyez nous une copie.

A Mohammad Khatani, président iranien :

Email : khatami@president.ir
Fax : 0098 21 649 5880

Copie jointe à :
Amnesty International
Email : amnestytis@amnesty.org

European Union
Email :
civis@europarl.eu.int

ICDWRI
Email : parvinkaboli@yahoo.se

www.irandwr.org

Adoption de la Shari'a islamique par le Conseil de gouvernement

Organisation pour la liberté des femmes en Irak 14 janvier 2004

Nouvelle étape dans l'élimination de tous les progrès acquis par les femmes irakiennes grâce à des années de luttes incessantes, et contre les aspirations des femmes et des masses progressistes et égalitaires en Irak, le Conseil de gouvernement a annoncé l'abolition de la loi irakienne sur la famille et son remplacement par la Shari'a islamique. Le régime de Saddam avait déjà abrogé de nombreux articles de cette loi pour introduire dans des articles de la loi islamique archaïque, la Shari'a, y compris ceux qui condamnaient le meurtre pour l'honneur (droit de tuer une femme adultère, ndt). Ils ont décapité des travailleuses du sexe et on a lancé une soi-disant campagne de la foi pour imposer le voile obligatoire pour les femmes.

Cependant, l'annonce aujourd'hui par le Conseil de gouvernement fantoche des USA va bien au delà des compromis de Saddam avec les islamistes. Leur décision à portes fermées remplace les lois sur le statut civil personnel, qui dataient de 1958, par la loi religieuse islamique, la Shari'a. Cela détruit tous les droits acquis par les femmes au cours de décennies de luttes.

La société irakienne ne veut pas de lois qui ont été invalidées un demi-siècle plus tôt. C'est une société laïque. Les femmes et les hommes d'Irak n'ont jamais imaginé mettre à bas le régime baasiste pour le voir remplacer par la dictature islamique. Le conseil de Gouvernement, rapidement après son arrivée, a changé la journée internationale des femmes du 8 mars pour une autre date islamique, afin de préparer la voie à imposer les lois islamiques sur la société. Ils veulent recréer la détresse des femmes d'Afghanistan, d'Iran, et du Soudan, qui tentent de s'émanciper de l'enfer de l'Islam politique le plus vite possible.

Le Conseil de gouvernement, installé par les USA, ne représente absolument pas les masses Irakiennes. Au contraire, il est fermement opposé à ses aspirations d'égalité et de libération. Cette instance n'a aucune légitimité pour faire des lois et pour les imposer aux masses irakiennes.

Au sommaire...

- Shari'a en Irak, p. 1
- Lutte dans l'industrie du cuir, p. 2-3
- Manifestants chômeurs assassinés, p. 4
- Menaces contre une organisation féministe au Kurdistan, p. 5
- Voile en France, p. 6-9
- Tremblement de Terre de Bam (Iran), p. 10-11
- Kora Rahmanpour condamnée à mort, p. 12

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OLFI), depuis sa création s'est battue contre ces instances gouvernementales imposées. Elle appelle, dans ses statuts, à l'établissement d'un état laïque et non-nationaliste, qui mette en place l'égalité des genres. Nous demandons une constitution laïque, qui traite tous les irakiens sur la base de l'égalité des citoyens. L'OLFI condamne fortement ces lois qui vont être catastrophiques pour les femmes et qui vont contre la volonté des masses irakiennes.

Non à la loi islamique (Shari 'a) en Irak !

Non à un régime islamique en Irak !

Oui à un état laïque en Irak !

Oui à une loi égalitaire en Irak !

Un gouvernement laïque en Irak doit adopter des institutions laïques, la séparation de la religion et de l'état, de l'édu-

cation et de toutes les institutions gouvernementales, l'égalité complète entre les genres : voilà les revendications urgentes et sans compromis.

Nos manifestations à Bagdad et dans le monde entier ne doivent laisser aucune chance aux groupes islamiques pour imposer leurs lois médiévales sur les masses d'Irak.

Nous appelons tous les défenseurs de l'égalité entre les genres et de la liberté des femmes d'associer leurs voix à celles des femmes en Irak.

Les gardiens de l'Islam et de la Shari'a islamique menacent les vies des femmes et les droits des femmes d'Irak.

Pour l'égalité complète des genres. Pour un état laïque en Irak.

Lutte des travailleurs de l'industrie du cuir à Bagdad

**Fédération des
Conseils ouvriers et
syndicats d'Irak, 8 décembre 2004**

Le 8 décembre 2003, les travailleurs de la Compagnie générale de l'industrie du cuir ont lancé un mouvement de protestation contre la décision de l'administration d'augmenter les heures de travail. Suite à ce mouvement, l'administration a puni les ouvriers en faisant des coupes dans les salaires. Cette mesure va à l'encontre des droits et des libertés les plus élémentaires des travailleurs. Nous demandons l'annulation immédiate des sanctions et de l'augmentation de heures de travail. Nous, les Conseils ouvriers et syndicats d'Irak, nous signalerons les mesures despotiques de l'administration contre les travailleurs aux organisations ouvrières et syndicales internationales, et aux autres organisations.

(Iran) La République islamique d'Iran continue à profiter du tremblement de terre de Bam tandis qu'elle refuse l'aide aux survivants

Communiqué de presse n°4, 13 janvier 2004

Selon des témoignages oculaires de Bam ainsi que de nouveaux rapports divers, y compris des dépêches iraniennes, la République islamique d'Iran continue à profiter du tremblement de terre tandis qu'elle néglige les secours pour les survivants. En dépit de la somme énorme de dons envoyés au régime (dont 200 millions de dollars rien que pour les pays du Golfe), le gouvernement continue à faire payer aux survivants et à la population les besoins de première nécessité comme les loyers et l'adoption.

Pour ce qui concerne la reconstruction de l'habitat détruit, le gouvernement a déclaré qu'il fournirait un emprunt sans intérêt pour aider à la reconstruction ! Ce prêt ne pourra seulement être proposé qu'à environ 600.000 personnes, celles qui ont un livret de caisse d'épargne. La décision gouvernementale a déclenché les inquiétudes même du porte-parole du conseil islamique d'Iran, M. Abas Esmaili Ghamzadeh, qui a déclaré : « Je suis contre le fait de proposer des prêts aux survivants. C'est humiliant... La cité peut être reconstruite avec l'argent reçu » (source : Sharq, 10 janvier 2004).

En ce qui concerne l'adoption, le gouvernement a reporté les adoptions à six mois, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de parents ou de proches survivants qui pourraient s'occuper des enfants. Ce qui est exaspérant, c'est que, de toutes façons, le gouvernement a informé ceux qui veulent adopter des enfants au-delà de ces six mois qu'ils devront rembourser l'état pour les dépenses engagées pendant la période durant laquelle l'enfant était à sa charge (source : Eyewitness inquiring about adoption).

Une fois de plus, le Bam Earthquake Emergency Coordinating Comitee appelle tous les états, les organisations et les individus à envoyer leurs dons à des organisations reconnues et non à la république islamique d'Iran, un gouvernement dont la corruption et le désintérêt pour la vie et les besoins de la populations, est cruel et criminel.

Bam Earthquake Emergency Coordinating Comitee

Le Bam Earthquake Emergency Coordinating Comitee est composé de personnalités iraniennes connues pour leur défense des droits de l'Homme et assure que la population de Bam n'est pas oubliée.

Les membres du comité sont : Maryam Namazie (coordinatrice), Mina Ahadi, Asad Golchini, Bahram Modaresi, Esmail Moloodi, Mehrnoush Moosavi, Kazem Nikk-hah, Fariborz, Kazem Nikk-hah, Fariborz Pooya, Nahid Riyazi et Halaleh Taheri.

BM Box 8927, London
WC1N 3XX, England,
Tel : +44 (0)
07719166731, Fax : +44
(0) 870 1351338,

E-mail :
m.namazie@ukonline.co.uk
or
bameecc@ukonline.co.uk

www.bamquake.org.

(Iran) Les survivants du tremblement de terre de Bam organisent

**Bam Earthquake
Emergency Coordinating
Comitee**

Communiqué de presse n°3, 8 janvier 2004

Deux semaines se sont déjà passées depuis le désastre de Bam qui a fait des dizaines de milliers de victimes. Et la plupart des survivants de Bam et de sa banlieue ne connaissent toujours pas de secours. Un groupe de survivants a organisé un sit-in le 8 janvier pour protester contre ce manque d'assistance. Avant de terminer leur sit-in, ils ont finalement décidé d'élire des représentants pour négocier en leur nom auprès des autorités.



Bam avant le tremblement de terre

De plus, de nombreux rapports indiquent que la plupart des dons n'est pas parvenue et que de nombreuses personnes restent encore sans nourriture, sans soins médicaux et sans sécurité. D'après eux, 500 enfants seraient absents. Ils remarquent que la corruption de gouvernement iranien existe et que celui-ci a encerclé la ville de Bam et stoppé les nouvelles sur la situation exacte, sur les

conditions misérables de la population, sur leur faim et leur mécontentement. Il tient beaucoup à expédier le plus vite possible l'incident et à isoler les survivants, et cacher au public son incapacité et son insensibilité envers la vie de la population.

L'initiative d'un sit-in de la part des habitants de Bam pour rappeler leur situation désespérée, la négligence du gouvernement islamique et le vol des subsistances est une action de protestation importante méritant le soutien le plus chaleureux du reste de la population iranienne et du monde.

Le Bam Earthquake Emergency Coordinating Comitee souligne une fois encore que les dons de nourriture peuvent être envoyés à le Bureau des Nations Unies pour l'effort humanitaire (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Efforts), en liaison et en coordination des organisations internationales reconnues comme l'UNICEF, WHO ou Médecins sans Frontières ou à une ONG locales ou aux gens directement concernés.

Le sit-in de Bam souligne l'urgence.

Les travailleurs de l'industrie du cuir ont viré leur directeur général

Dans une action héroïque, les travailleurs de l'industrie du cuir ont viré leur directeur général

Jour après jour, les travailleurs en Iraq ont prouvé leur pouvoir d'imposer leurs revendications aux autorités qui s'opposent à leur intérêts et à leurs tentatives de renforcer leur politiques anti-ouvrières. L'actuelle vague de protestations dans de nombreuses usines et entreprises est en train de se répandre. Les travailleurs sont déterminés à mettre dehors les administrations corrompues qui persistent à traiter les travailleurs selon les lois baasistes et à exercer les pires formes de retenues de salaires, de pots-de-vin et de pillage.

Par une action solidaire et courageuse, les travailleurs se sont soulevés contre l'administration de l'industrie du cuir. Cela a commencé par de longues tergiversations de la part de l'administration, qui a tenté d'empêcher les activités du syndicat fondé par les travailleurs et leurs représentants. Le service de sécurité de l'entreprises, les forces de polices et d'autres forces équipées d'armes à feu sont intervenues, mais les travailleurs se sont battus bravement pour virer le directeur général.

Deux des leaders du conflit (Manaf Aati et Sezar) ont été blessés quand la police est intervenue. Elle a d'abord tiré en l'air pour disperser les travailleurs, mais en vain. Les travailleurs ont victorieusement mis dehors l'ancien directeur, en dépit des intimidations et de l'assaut de la police et des gangsters du directeur.

C'est une nouvelle preuve que l'unité et la détermination des travailleurs pour parvenir à leurs revendications est plus forte que n'importe qu'elle force armée. Cette action a démontré ce que la Fédération des conseils ouvriers et des syndicats en Irak voulait dire quand elle expliquait que le pouvoir de la classe ouvrière impliquait de s'unifier et à s'organiser.

Vive la volonté des travailleurs ! Vive le mouvement de lutte des travailleurs !

**Fédération des
Conseils ouvriers et
syndicats d'Irak, 18
janvier 2004**

Quatre chômeurs tués par un groupe terroriste à Al-Sinawah

Le Comité de direction de l'Union des chômeurs d'Irak, 1er janvier 2004

Le groupe terroriste " Al-intifadah Al sha'baaniah " a commis un massacre contre des travailleurs manifestants innocents, en face de la mairie de Al-sinawah le 3 janvier 2004.

Après l'annonce du chef de l'exécutif de la municipalité d'Al-Sinawa au sujet des emplois attribués aux chômeurs, une vaste foule de travailleurs privés d'emploi s'est rassemblée devant les locaux de la mairie. Ce chef de l'exécutif ayant rompu ses promesses et annoncé qu'il n'y avait plus de boulots disponibles, la foule en colère a réagi de manière violente. Des pierres ont été lancées sur la mairie et son chef de l'exécutif. C'est alors que des membres du groupe "Al-intifadah Al sha'baaniah", qui a son QG à proximité, a réagi de manière vicieuse. Cette réponse criminelle montre clairement le degré de criminalité et de brutalité de ce groupe terroriste envers le peuple : des membres de "Al-intifadah Al sha'baaniah" ont ouvert le feu sur les chômeurs manifestants, en tuant immédiatement quatre et en blessant de nombreux autres.



L'Union des chômeurs d'Irak (UUI) condamne cet acte brutal et criminel contre des travailleurs affamés. Elle appelle toutes les forces politiques, les syndicats, les organisations humanitaires et égalitaires, et tous ceux qui, autour du monde, aiment la liberté, à se mobiliser contre ces actions contre les justes revendications des travailleurs au chômage d'Al-Sinawah. Nous demandons une enquête immédiate des autorités de façon à

ce que ces criminels soient amenés en justice, que leurs activités soient bannies et que les bureaux de telles organisations terroristes soient fermés.

Nous condamnons l'Administration civile et les autorités, pour ne pas satisfaire les revendications des chômeurs, et leur manque de sérieux et d'intérêt dans la gestion de la crise du chômage en Irak, qui va causer de plus en plus de pertes de contrôle dans de telles vastes manifestations.

Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes et nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés de cette manifestation.

Longue vie aux luttes des travailleurs ! Longue vie à la dignité des travailleurs ! Honte et disgrâce pour les criminels et les ennemis des travailleurs !

pouvoir aux forces anti-femmes et patriarcales dans notre société.

Deuxièmement, soutenir les islamistes va ralentir les efforts de ces femmes qui luttent contre la lapidation, le meurtre pour l'honneur et le costume forcé du code islamique. Quand les médias montrent une féministe aussi importante que Judy Rebick soutenant ce costume dans les pays occidentaux, cela profite et renforce la confiance des Ayatollahs pour lancer leur forces de police virtuelle sur les femmes.

Le problème du hijab aujourd'hui est un problème politique. Il a divisé la société en deux camps opposés : laïques et islamistes. Malheureusement, nos forces laïques dans les pays occidentaux sont si confuses qu'elles ne peuvent se faire une idée claire. Au lieu de ça, le gouvernement français de droite a pris la direction de ce problème. Malgré le leadership d'un gouvernement de droite, n'importe quel point marqué contre l'Islam politique facilitera la lutte des femmes sous la coupe des états ou des groupes islamiques tout autour du monde. Au delà, d'un point de vue laïque, bannir le hijab dans les écoles publiques et les institutions d'état n'est pas assez. Le hijab et les écoles islamiques pour les enfants de moins de 16 ans, même dans les institutions privées, doit être banni.



Solidarité Irak

a pour objet de faire connaître et de soutenir les luttes sociales actuelles en Irak, le refus de l'occupation militaire, ainsi que de la réaction religieuse et nationaliste.

En liaison avec les organisations inspirées par le communisme ouvrier, Solidarité Irak défend un idéal socialiste et internationaliste.

Elle est opposée aux divisions ethniques, nationales, religieuses, sexistes, racistes et coloniales, aux idées réactionnaires et aux archaïsmes sociaux.

solidarite_irak@yahoo.fr

L'entraide (sans autre mention), BP 87, 59009 Lille
Tel : 08 71 77 84 65 (tarif local)

place ces lois et ces valeurs, à un degré variable selon leur accès au pouvoir politique et social. Par exemple, dans des pays comme l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Afghanistan, le nord du Nigeria, le Soudan, etc. où les islamistes ont la totalité du pouvoir politique, la discrimination et la violence contre les non-musulmans, les femmes, les enfants, la flagellation, la torture, l'exécution, la lapidation, etc. des citoyens sont loués comme des services rendus à Dieu.

Dans les pays occidentaux et en Amérique du Nord, le pouvoir des islamistes est essentiellement limité à la vie privée de leurs familles et aux institutions privées. Il en résulte qu'ils ne sont pas en mesure de jouer un rôle déterminant dans nos vies. Dans ces cas-là ce sont les membres de leurs familles et leurs coreligionnaires musulmans qui sont la cible de leurs valeurs. Par exemple, infliger de mauvais traitements aux femmes, forcer leurs femmes et leurs filles à se couvrir du voile islamique, les priver d'activités de base comme le sport, imposer des mariages forcés aux jeunes filles, et ainsi de suite, sont des valeurs qu'ils sont fiers de mettre en pratique dans les sociétés occidentales. Dans les écoles islamiques de Toronto, l'apartheid sexuel est systématiquement pratiqué, comme en Arabie Saoudite et en Iran. Vous avez des doutes ? Demandez à n'importe quel Imam ou Mullah, par exemple, comment il réagirait s'il apprenait que sa fille aimait un juif, un chrétien ou un athée. Ou simplement, visitez une école islamique de votre voisinage. Je crois que Judy n'a pas ce point commun entre les états islamiques et leurs organisations à l'étranger, et c'est pourquoi elle a été incapable de prendre une position claire.

Sur le sujet du voile, les laïques doivent avoir une position claire. On en peut pas, comme je l'ai déjà dit, organiser des funérailles et une noce au même endroit et au même moment. Soit nous soutenons l'Islamisme, soit nous sommes pour la laïcité. Ceux qui soutiennent le hijab pour les femmes dans les pays occidentaux vont accroître l'oppression contre les femmes de deux manières. Premièrement, la plupart des jeunes femmes vivant au Canada ne veulent pas suivre les jeunes femmes les traditions Islamiques ; elles rejettent les mariages forcés, elles veulent profiter de la liberté de s'habiller, de socialiser librement avec les autres et explorer leurs désirs sexuels. Ce sont des grands péchés, selon la philosophie islamique. En fait, de nombreuses femmes dans les pays occidentaux ont été victimes du meurtre pour l'honneur [droit de tuer une femme adultère, ndt] par leurs proches masculins. Apporter le moindre soutien aux groupes islamiques ou aux valeurs islamiques donnerait plus de

Menaces contre les locaux des militantes de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak dans le Kurdistan irakien

A M. Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, ancien président du Conseil de gouvernement irakien.

Nous avons appris que vos forces de sécurité sont venues dans notre local de la ville de Suleimaniyah à deux reprises ce mois-ci. Elles ont mises en question notre crédibilité et proclamé que nous n'avions pas de statut légal pour installer notre organisation dans les zones que vous contrôlez.

L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak a été fondée à Bagdad en juin 2003, après 35 ans de dictature Baasiste. Nous présumons que les libertés politiques et le droit d'organisation font partie de nos droits dans l'Irak post-Saddam.

Les menaces que vos forces de sécurité ont fait porter sur nos militantes - certaines ont été interrogées sur leur affiliation politique ou sur notre statut légal - sont une forme totalement inacceptable de censure et d'interdiction. Alors qu'elles étaient courantes sous l'ère de la dictature Baasiste, nous n'avons eu à subir ce type de harcèlement dans aucune autre cité de l'Irak de l'après-guerre.

Notre organisation est connue comme la voix la plus radicale qui défend les femmes contre les « meurtres pour l'honneur » [droit, pour un homme, de tuer une femme adultère, ndt] et les inégalités imposées par le chauvinisme mâle. Les mentalités et les pratiques misogynes ont tué et continuent d'affecter des milliers de femmes, particulièrement au Kurdistan, dans le nord de l'Irak, qui est partiellement sous votre pouvoir.

Votre opposition à notre travail dans cette zone reflète une détermination de maintenir la discrimination et l'infériorisation des femmes. Cette position est inacceptable dans l'ère post-Saddam. C'est confisquer les droits de milliers de femmes du Kurdistan de s'organiser là où elles sont le mieux défendues, là où elles peuvent mener leur lutte pour l'égalité avec les hommes. Cette égalité ne peut être atteinte sans nos luttes déterminées.

Le Kurdistan irakien a atteint un très bas crédit en ce qui concerne les droits humains des femmes durant les années 90. Il est temps de changer cette situation. Nous pensons que nous mènerons ce changement vers un meilleur statut constitutionnel, social et politique pour les femmes.

Quiconque se tiendra sur notre chemin sera tenu pour res-

Yanar Mohammed,
Présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, 26 décembre 2003

pensable par la communauté internationale de confisquer notre droit constitutionnel de s'organiser et de pratiquer notre liberté politique.

Nous voulons que l'année 2003 soit la fin irréversible de l'oppression et de la discrimination contre les femmes. Nous demandons que vos forces de sécurité ne menacent plus nos locaux et qu'elles fassent un effort pour corriger leur attitude misogyne, en ne faisant pas obstacle à notre travail.

Le hijab en France, une bataille pour l'uniforme politique islamique

Saeed Keramat , 15 janvier 2004

Coordinateur du Centre pour la laïcité et les droits de l'Homme, a fuit le régime islamique iranien. Il vit aujourd'hui à Toronto, Canada.

keramat@rogers.com

Le débat brûlant au sujet du hijab et des signes religieux en France en France touche également le Canada. En réponse à la décision du gouvernement français d'introduire une loi bannissant les signes religieux ostentatoires dans les écoles publiques et les institutions d'Etat, les groupes islamiques comme le Congrès islamique canadien (CIC) recherchent le soutien de militants du mouvement social pour lancer une manifestation contre le gouvernement français. En réponse à cette tentative, Judy Rebick, l'une des militantes féministes et des commentatrices les plus respectées semble posée entre deux chaises. Exprimant sa sympathie envers l'anxiété du CIC, elle soulève en même temps le problème des lois qui imposent le hijab aux femmes en Arabie saoudite et en Iran. Judy va jusqu'à dire : « Je pense que si nous allons protester contre un état qui force les femmes à ne pas porter le Hijab, nous devons également protester contre ceux qui les forcent à le mettre ». Malheureusement, selon moi, l'opinion de Judy est confuse. C'est comme si on voulait célébrer des funérailles et faire la noce dans la même maison, au même moment. La racine de cette confusion est une interprétation erronée de la philosophie qui est derrière le hijab.

Deux incompréhensions critiques ont forcé Judy à quitter la bonne chaise. Premièrement, elle pense que le hijab fait partie des valeurs culturelles islamiques qui doivent être respectées. Deuxièmement, elle distingue l'islam politique au pouvoir et celui qui n'y est pas.

Le voile islamique n'est pas une culture. C'est une construction politique. Tous les membres d'une communauté particulière ne veulent pas porter le hijab. Dans de nombreux cas, tous les membres d'une même famille ne por-

tent pas tous le hijab, et cela parce que le hijab représente un choix politique, et tous les membres de la famille ne partagent pas la même opinion politique.

Ces derniers temps, le hijab est employé comme un uniforme politique. C'est le symbole d'une philosophie politique. Parmi les membres adultes de communautés et d'une famille, ceux qui ne se sentent pas concernés par la politique ne devraient pas se sentir concernés par le hijab, à moins qu'ils aient des fondamentalistes religieux parmi leurs proches. Mais ceux qui se sentent concernés par la politique et le développement social et qui poursuivent leurs buts par une allure extérieure islamique, portent le hijab. Les symboles culturels sont généralement portés par les gens ordinaires. Cependant, dans le cas du hijab, les gens ordinaires ne s'en soucient pas. Au contraire, si on questionne n'importe quelle femme voilée, on trouvera qu'elle à un point de vue politique fort affirmé.

Le costume prévu par le code islamique pour la « femme politique musulmane » est un moyen pour faire passer un message. En le faisant, elles disent : « Je rejette les valeurs des sociétés occidentales : les droits civils dont bénéficient les occidentaux n'ont pas été acquis par les mouvements sociaux progressistes, mais ils ont été donnés par les états pour corrompre leurs citoyens. Ce que John Stuart Mill, Jean-Jacques Rousseau et d'autres penseurs politiques occidentaux ont dit a corrompu la société humaine ». Les femmes voilées renforcent la conception patriarcale de l'islam et disent : « Je crois que la femme est la source de la corruption. Pour résoudre le degré de corruption de la société, j'ai choisi une position responsable et j'ai couvert les traits féminins de mon corps ». Le voile a été choisi par de nombreuses femmes adultes pour exprimer leur différence avec les femmes laïques.

Bien des gens ne voient pourtant pas cette mission du hijab, ils ne sont pas en mesure de voir les valeurs et les objectifs des états et des groupes islamiques. Tous ces groupes, qu'ils soient au pouvoir ou non, doivent être examinés sur la base de leur philosophie fondamentale. Par exemple, ils prêchent les valeurs islamiques et la loi coranique. Selon ces valeurs et ces lois, les musulmans sont supérieurs aux non-musulmans. Les hommes sont supérieurs aux femmes. Punir ceux qui désobéissent aux lois du Coran, y compris par le meurtre comme l'admettent certains, est un devoir fondamental pour les « vrais » musulmans.

En pratique, toutes les tendances islamiques mettent en